



CESC

Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française
Apooraa Matutu Ti'a Rau e Mata U'i no Polinesia farani

AVIS

**Sur le projet de « loi du pays » réglementant les aides
financières aux agriculteurs**

SAISINE DU PRESIDENT DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Rapporteurs :

Madame Terainui HAMBLIN-ELLACOTT

et

Monsieur Makalio FOLITUU

Adopté en commission le **30 janvier 2013**
Et en assemblée plénière le **1^{er} février 2013**

139/2013

S A I S I N E



Le Président

N° 0465 / PR
(NOR : SDR1202439LP)

Papeete, le 21 JAN. 2013

CESC Courrier Arrivé 21/1/13
N° 108
Copie
Réponse
Info
obs.

à

Monsieur le Président du Conseil économique, social et culturel

Objet : Consultation sur le projet de loi du pays portant réglementation des aides financières aux agriculteurs.

P.J. : Un projet de loi du pays et un exposé des motifs

Monsieur le Président,

En application des dispositions de l'article 151 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, j'ai l'honneur de vous soumettre, pour avis, le projet de loi du pays portant réglementation des aides financières aux agriculteurs dans le délai de quinze jours selon la procédure d'urgence.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Président absent
Le Vice-Président

Oscar, Manutahi TEMARU

Antony GEROS

EXPOSE DES MOTIFS

Le présent projet de « loi du pays » définit les conditions et critères d'attribution des aides financières destinées à soutenir le développement du secteur agricole.

Actuellement, le secteur agricole bénéficie d'aides financières dont le régime est déterminé en particulier :

- par l'arrêté n° 654/CM du 10 mai 2000 définissant les modalités d'attribution de la dotation pour le développement de l'agriculteur ou D.D.A. ;
- par l'arrêté n° 1018/CM du 15 septembre 2006 définissant les conditions et fixant les modalités d'intervention de la Polynésie française dans la mise en œuvre des programmes et des actions d'aménagement rural sur emprises privées.

Les différents types d'aide sont organisés par titre en fonction des projets d'investissement éligibles suivants :

- **TITRE I** : achat de matériels agricoles de production, transformation, commercialisation pour un montant d'investissement supérieur à 200 000 F CFP.
- **TITRE II** : achat de petits matériels agricoles pour un montant d'investissement inférieur (ou égal) à 200 000 F CFP.
- **TITRE III** : études de faisabilité, campagnes de promotion ou prospection de marché menées par les groupements agricoles.
- **TITRE IV** : création d'entreprise et/ou de développement de productions animales ou végétales.
- **TITRE V** : aide à la création ou à la modernisation d'élevage : création ou modernisation de bâtiments d'élevage et y compris les systèmes d'assainissement.
- **TITRE VI** Aides aux aménagements fonciers: réalisation d'études et de travaux d'aménagements agricoles (défrichage, pistes d'accès, réseau de drainage, systèmes d'adduction d'eau...)
- **TITRE VII** : réalisation de projets "qualité" : analyses de sol, analyses bactériologique, amendements...
- **TITRE VIII** : soutien au prix du café.
- **TITRE IX** : soutien aux agriculteurs sinistrés lors de catastrophes naturelles.

De 2000 à 2010, le dispositif a permis la signature de 3 452 arrêtés attributifs de subventions pour une demande totale de 3 806 dossiers, soit une moyenne de 345 arrêtés par an.

Les demandes d'aide sont réparties ainsi par année et par type de projet :

Demands /Type d'aide	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Total	En %
1 - acquisition de matériel de production...	15	14	6	13	17	6	22	19	14	21	14	161	4,2%
2 - acquisition de petits matériels agricoles	266	109	3	454	406	201	547	223	5	15	6	2 235	58,7%
3 - réalisation d'études de faisabilité, de campagnes de promotion...		1			1		1					3	0,1%
4 - création d'entreprise...	19	20	18	7	5	2	1	1	2	5	2	82	2,2%
5 - création et/ou la modernisation d'élevage	2	3		3			5	1		2	1	17	0,4%
6 - aménagements fonciers	9	8	2	8	17	10	20	6	7	14	13	114	3,0%
8 - production de Café	19	1	12	1	2	3				3	1	42	1,1%
8 - production de Pomme de Terre	126	48	135	81	105	54						549	14,4%
9 - sinistrés lors de catastrophes naturelles								176			427	603	15,8%
Total	456	204	176	567	553	276	596	426	28	60	464	3 806	100%

L'évolution depuis 2000 de la répartition du nombre de demandes d'aide DDA en fonction des types d'aide illustre certains événements particuliers, et certaines tendances, à savoir :

- la forte proportion de dossiers pour l'achat de petit matériel agricole (titre II) pouvant atteindre jusqu'à 60% des dossiers montés. A noter qu'à plusieurs reprises (2002 ;2003 ;2008 à 2010) pour éviter une trop forte accumulation de dossiers freinant leurs instructions, les demandes de ce type d'aide ont été suspendues;
- une relative constance dans le nombre de demandes pour les autres types d'aides dont le nombre ne dépasse pas 20 dossiers par an et par type d'aide.
- le retrait du dispositif de soutien au prix de la pomme de terre en 2005 (titre VIII) compensé par une augmentation du prix réglementé de la pomme de terre,
- l'indemnisation des victimes des intempéries de janvier 2007 et février 2010 (titre IX).

Le tableau suivant montre également que les aides attribuées pour l'achat de petit matériel agricole (titre II), pour le soutien du prix de la pomme de terre et du café (titre VIII) et pour les sinistrés lors de catastrophes naturelles (titre IX) représentent près de 93% du nombre des arrêtés attributifs d'aide, mais seulement 43% des montants attribués. En effet, les montants versés par dossier pour ces 3 types d'aide sont relativement faibles, avec en moyenne 90 161 XPF pour les aides petits matériels - titre II, 32 405 XPF pour le soutien au prix du café et de la pomme de terre et 68 683 XPF pour les sinistrés lors de catastrophes naturelles.

Les autres types d'aide les plus sollicités sont les aides pour l'achat de matériel dont la valeur est supérieure à 200 000 XPF (titre I), pour la réalisation d'aménagement foncier (titre VI) , et dans une moindre mesure pour la création et la modernisation des structures d'élevage (titre V) et la création de nouvelles parcelles agricoles ou l'achat de reproducteurs animaux (titre IV). Ces 4 types d'aide ont donné lieu à 23 arrêtés attributifs en moyenne par

an, pour des investissements moyens s'élevant d'environ 4 millions XPF pour les aménagements fonciers à 8 millions XPF pour les structures d'élevage. Les aides versées se sont élevées en moyenne de 900 000 XPF pour l'achat de matériel agricole à 2 000 000 XPF pour les aménagements fonciers.

Type d'aide	Données	TOTAL (2000 à 2010)	nombre moyen d'arrêtés/an et moyenne par arrêtés
1 - à l'acquisition de matériel de production, de transformation, de commercialisation	Nombre d'arrêtés signés	93	9
	Investissements subventionnés	461 088 631	4 957 942
	Aides attribuées	129 257 324	1 389 864
	Aides versées	80 706 510	867 812
2 - à l'acquisition de petits matériels agricoles	Nombre d'arrêtés signés	2 139	214
	Investissements subventionnés	253 653 795	118 585
	Aides attribuées	224 191 990	104 812
	Aides versées	193 770 742	90 589
3 - à la réalisation d'études de faisabilité, de campagnes de promotion...	Nombre d'arrêtés signés	3	1
	Investissements subventionnés	5 240 792	1 746 931
	Aides attribuées	1 982 500	660 833
	Aides versées	1 982 500	660 833
4 - à la création d'entreprise et/ou développement de productions animales ou végétales	Nombre d'arrêtés signés	49	5
	Investissements subventionnés	212 220 839	4 331 038
	Aides attribuées	65 796 692	1 342 790
	Aides versées	52 360 392	1 068 579
5 - à la création et/ou la modernisation d'élevage	Nombre d'arrêtés signés	13	1
	Investissements subventionnés	96 205 886	7 400 453
	Aides attribuées	32 337 957	2 487 535
	Aides versées	20 970 769	1 613 136
6 - aux aménagements fonciers	Nombre d'arrêtés signés	76	8
	Investissements subventionnés	288 700 398	3 798 689
	Aides attribuées	149 621 181	1 968 700
	Aides versées	124 860 597	1 642 903
8 - à la production de Café	Nombre d'arrêtés signés	34	3
	kilos de café subventionnés	4 149	131
	Aides attribuées	447 410	13 159
	Aides versées	432 410	12 718
8 - à la production de Pomme de Terre	Nombre d'arrêtés signés	484	
	kilos de pdt subventionnés	2 357 870	6 481
	Aides attribuées	15 684 225	32 405
	Aides versées	15 671 725	32 380
9 - aux sinistrés lors de catastrophes naturelles	Nombre d'arrêtés signés	561	
	Aides attribuées	39 355 900	70 153
	Aides versées	33 606 924	59 905
Total Nombre d'arrêtés signés dont		3 452	345
	aides petits matériels - titre II	2 139	62%
	soutien des prix (café - pomme de terre) - titre VIII	518	15%
	catastrophe naturelles - titre IX	561	16%
	autres types d'aide	234	7%
Total Investissements subventionnés		1 356 446 740	392 945
Total Aides attribuées		658 675 179	190 810
Total Aides versées		524 362 569	151 901

Ainsi, le dispositif de la DDA a participé depuis 2000 au financement de près de 1,4 milliards XPF d'investissements avec un montant d'aide versé d'environ 525 millions XPF, soit un taux d'aide moyen d'environ 38%.

Ces investissements se répartissent de la manière suivante :

- environ 250 millions XPF de petits matériels agricoles d'un montant unitaire inférieur à 200 000 XPF (débroussailleuses, pulvérisateurs, tronçonneuses, tarières...) – investissements subventionnés entre 80 et 100%, soit 192 millions XPF d'aides versées. Ces petits investissements permettent aux exploitations agricoles de taille modeste et ne dégageant pas de gros résultats de s'équiper avec le matériel strictement nécessaire à leur fonctionnement.
- plus de 450 millions XPF de matériel agricole plus important soit financement de 51 tracteurs agricoles, 2 camions de livraison, 4 mini-pelles hydrauliques, 3 moniteurs et divers autres matériels agricoles (broyeurs à végétaux, motoculteurs, matériel d'irrigation, pulvérisateurs...) – investissements subventionnés entre 30 et 40%, soit 80 millions XPF d'aides versées.
- environ 210 millions XPF de matériels et travaux pour la mise en place de nouvelles parcelles agricoles et l'achat de reproducteurs animaux soit financement et mise en place de 6 900 tuteurs vivants de vanille, 2,6 ha de vanille sous ombrière, 28 ha de cultures fruitières et horticoles, achat de 138 reproducteurs porcins, 60 bovins, 300 ruches et autres...
- plus de 96 millions XPF de matériel et travaux pour la création ou la rénovation de bâtiments d'élevage et d'ouvrages de traitement des effluents – investissements subventionnés à 50% : 8 élevages bénéficiaires et 20 millions XPF d'aides versées.
- 280 millions XPF de travaux d'aménagements fonciers sur terres privées : défrichage et aménagements de 112 ha de nouvelles parcelles agricoles et aménagements de 135 ha supplémentaires (pistes et systèmes d'irrigation) – investissements subventionnés entre 50 et 60%, soit 124 millions XPF d'aides versées.
- remise en cultures des parcelles agricoles endommagées lors des intempéries de janvier 2007 et février 2010 qui ont frappé les ISLV et les Australes, soit 33 millions XPF d'aides versées.

Le dispositif, en versant plus de 55 millions XPF d'aide par an, a permis de participer au financement de près de 130 millions XPF d'investissements annuels.

La répartition des montants d'aides versées montre que ce sont les agriculteurs des IDV qui ont présenté les projets d'investissements les plus importants et qui ont donc bénéficié de 46% de la totalité des montants versés.

Archipel	AUST	IDV	ISLV	MARQ	TUAMS	TOTAL
Total Aides versées	93 775 677	242 210 668	142 764 716	13 126 138	32 485 370	524 362 569

Les agriculteurs des Australes ont bénéficié de 18% des aides versées et ceux des ISLV 27%. Viennent ensuite les agriculteurs des Tuamotu et des Marquises avec respectivement 6,2 et 2,5% des montants d'aides versés.

L'application de ce dispositif semble avoir été bénéfique pour le développement du secteur rural. En effet, on constate qu'en 2009 le volume des importations de produits agricoles en Polynésie française est en baisse par rapport aux années 2006 à 2008 puisque le Pays a importé 17 389 tonnes de produits contre 18 644 tonnes en 2008 (Source ISPF – Service des douanes). Paradoxalement, si le taux de couverture atteignait seulement en 2009 les 5%, cela s'explique par un besoin croissant de la population en produits agro-alimentaires mais également par une faible production en viande.

Malgré une forte dépendance vis-à-vis des importations, la Polynésie française arrive à produire :

- 45% des besoins en légumes frais (avec une prédominance de la tomate, du concombre, de la salade)..
- 72% de ses besoins en fruits frais ;
- 100% de ses besoins en œufs ;
- 35% de ses besoins en viande porcine ;

Les données des recensements réalisés par l'I.S.P.F. croisées avec les informations détenues par le service du développement rural permettent d'établir un chiffre d'affaires mensuel moyen par actif agricole s'élevant à 114 532 XPF en 2007 contre 83 830 XPF en 1996.

Le dispositif actuellement réglementé par deux arrêtés devait évoluer. En effet, la modification des dispositions statutaires prévues par la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, imposent de revoir les modalités d'octroi des aides financières aux personnes morales dans le cadre de « loi du Pays » ou de délibération.

Ce projet de loi du Pays, a été initié sous l'ancien gouvernement et par le ministre de l'agriculture précédent. Le changement de majorité et la nomination d'un nouveau ministre n'ont pas remis en question l'essence même du projet mais ont rendu opportune et possible la mise en place d'une période d'échanges sur le terrain et de concertation large avec les acteurs économiques du secteur agricole les plus concernés. L'exercice budgétaire 2012 a été marqué par une rigueur de circonstance, et n'a pas permis d'alimenter la ligne budgétaire pour l'application de ce nouveau dispositif, au moins dans sa partie « budget d'investissement ». Ainsi et compte tenu des observations du CESC sur l'inadéquation de certains projets réglementaires avec les ressources financières publiques pour les mettre en application, le ministère de l'agriculture en accord avec le gouvernement a jugé opportun d'attendre une nouvelle programmation budgétaire de nature à faciliter la mise en place de ce nouveau texte. Cela a permis des réflexions et analyses complémentaires avec l'ensemble des partenaires, le projet est aujourd'hui arrivé à maturité.

A l'issue de cette concertation large et de qualité avec les partenaires tant économiques que professionnels incluant les groupements agricoles, ce texte a pour ambition d'actualiser et de moderniser le dispositif existant ci-avant détaillé, mais sans le dénaturer. Dans son évolution et dans son adaptation aux nouvelles contraintes, il prend plus particulièrement en considération les éléments suivants:

- Recentrer le soutien du pays sur les axes stratégiques de la politique sectorielle:

- Amélioration des performances technico-économiques des agriculteurs, laquelle passe par des mesures d'incitation à l'investissement dans des équipements destinés à moderniser les exploitations et à améliorer leur productivité,
 - Relève des exploitations agricoles et la création de nouvelles exploitations, par des mesures qui permettent d'améliorer les conditions d'installation des jeunes dans l'agriculture et la réussite de leur projet,
 - Encouragement du mouvement coopératif notamment par la préférence donnée aux groupements d'agriculteurs et d'éleveurs dans le dispositif d'aide à l'agriculture,
 - Meilleure valorisation des produits locaux par le biais de mesures de soutien aux activités de transformation et de commercialisation,
 - Encouragement au développement de l'agriculture biologique en offrant aux exploitants le soutien financier nécessaire pour leur permettre de s'engager dans une démarche qualité dans ce mode de production,
 - Développement de l'agriculture durable et des projets s'inscrivant dans une perspective de souveraineté alimentaire, inscrite au coeur de la politique agricole du Pays.
- Conditionnaliser des aides par le principe du taux d'aide maximum qui ne peut être obtenu (et dans certains cas majoré) que si le demandeur et le projet à financer, répondent à un certains nombres de critères qui porteront sur :
- L'aptitude professionnelle compatible avec le type d'aide sollicitée ;
 - Le critère d'adhésion au régime des entrepreneurs non salariés (RNS) en particulier que le Pays entend favoriser, et à défaut et pour les petites aides, l'inscription au minimum au régime de solidarité (RSPF) ; L'objectif politique étant de favoriser à terme l'adhésion des agriculteurs à un régime de protection sociale à la fois contributif, adapté et très protecteur, sans négliger pour autant le poids des petits exploitants du « pilier solidaire » de l'agriculture polynésienne, lesquels, pour l'heure, trouvent encore naturellement leur place dans le régime de solidarité, sur des critères spécifiques de revenus annuels.
 - Le montant total du projet ;
 - La faisabilité et la viabilité technique et économique du projet ;
 - Les effets positifs du projet sur le développement de l'exploitation et du secteur agricole, sur l'environnement et l'adaptation du projet au risque d'impact climatique, sur la sécurité et la souveraineté alimentaire ;
 - La valorisation de terres à potentiel agricole, incultes en raison d'arrêt ou d'insuffisance d'exploitation ou encore d'indivision ;
 - La pertinence du projet par rapport aux objectifs des politiques sectorielles publiques.
- Majorer spécifiquement les aides pour appuyer :
- Les jeunes agriculteurs par l'octroi d'aides à des taux majorés de 10 à 20%,
 - Les groupements agricoles et plus particulièrement aux sociétés coopératives agricoles et au système participatif de garantie, par l'octroi d'aides à des taux majorés de 10 à 20% également,
 - L'agriculture biologique par l'octroi d'aides à des taux majorés de 20%, et par la prise en charge partielle du coût des contrôles pour l'obtention de la certification,

- L'exploitation de terre à vocation agricole en indivision par l'octroi d'aides à des taux majorés de 20% ,
 - Les activités agricoles des îles éloignées par l'octroi d'aides à des taux majorés de 10%,
 - La commercialisation des produits agricoles dans le circuit formel afin de permettre à l'administration d'apprécier au mieux l'activité agricole réelle par l'octroi d'aides à des taux majorés de 10%,
- Aider à la réalisation d'un bilan comptable et financier de l'exploitation ; faciliter les projets qualité des agriculteurs (analyse de sols, formation, etc...), prendre en charge partiellement des frais inhérents à la participation à des programmes de recherche... L'objectif de ces nouvelles possibilités de soutien financier est d'inciter les agriculteurs à se professionnaliser par l'utilisation d'outil d'analyse moderne de leur exploitation ou par l'amélioration de la qualité de leur production, tout en les intégrant dans le développement de leur secteur.
 - Avoir une approche plus collégiale de l'attribution des aides par la mise en place d'une commission consultative qui donnera son avis sur les projets aux montants les plus importants.
 - Permettre de démarrer la réalisation du projet dès le dépôt du dossier sans avoir, comme auparavant, à attendre, parfois plusieurs mois, que l'arrêté attributif de l'aide soit officialisé.
 - Permettre la possibilité de verser l'aide directement au(x) fournisseur(s) et prestataire(s), ce qui évitera dans certains cas aux bénéficiaires d'avoir à contracter des emprunts sur la totalité du montant des investissements.
 - Limiter les aides à 80% des dépenses éligibles et donc la suppression des aides à un taux de 100% comme la précédente aide à l'acquisition de petit matériel agricole, qui entraînait des effets d'aubaine et la constitution d'un grand nombre de dossiers sans garantie certaine de leur intérêt sur le plan du développement agricole.
 - Permettre le cumul des différents types d'aide (aménagement fonciers et achats de matériels par exemple) et donc de pouvoir soutenir des projets plus complets et cohérents.
 - Supprimer l'aide aux sinistrés lors de catastrophes naturelles, aux montants inadaptés à la réalité et qui sera l'objet d'un dispositif plus important prochainement, basé sur les dispositifs d'assurance calamités agricoles existants.
 - Créer l'aide à la plantation pour compléter l'aide à la production tout en intégrant le concept de conservation d'usage de la culture. Cette aide pourrait éventuellement aider des agriculteurs qui démarrent une activité dans l'arboriculture fruitière.
 - Créer un nouveau type d'aide spécifique au soutien des projets concourant à l'agriculture durable et à la souveraineté alimentaire, deux notions fondamentales de la politique agricole du pays.

La structure du projet de « loi du pays » est la suivante :

Chapitre I – Dispositions générales

Chapitre II – La commission de l'attribution des aides à l'agriculture et éligibilité des demandes

Chapitre III – Dispositions relatives aux aides financières publiques pour des équipements agricoles

- Type I - Aide au fonctionnement de l'exploitation par l'acquisition de petits matériels agricoles ;
- Type II - Aide à l'investissement en équipements agricoles.

Chapitre IV – Dispositions relatives aux aides financières publiques pour la valorisation de terres à vocation agricole

- Type III - Valorisation par la mise en culture ou en élevage de terres non exploitées en friche ou en indivision ou par la réalisation d'aménagements fonciers agricoles.

Chapitre V – Dispositions relatives aux aides financières publiques au développement de productions spécifiques

- Type IV - Création et/ou rénovation et/ou modernisation des installations destinées à l'élevage ;
- Type V - Création et/ou renouvellement de productions agricoles ;
- Type VI - Aides à la plantation et à la production.

Chapitre VI – Dispositions relatives aux aides financières publiques au développement économique et commercial, à l'agriculture durable et à la souveraineté alimentaire

- Type VII - Réalisation d'actions de marketing ;
- Type VIII - Réalisation ou expertises de projets « qualité » ;
- Type IX - Réalisation d'analyses ou expertises technico-économiques de l'exploitation ;
- Type X - Soutien aux projets concourant à l'agriculture durable et à la souveraineté alimentaire.

Chapitre VII – Dispositions finales

Les articles LP 1 à LP 17 déterminent les conditions générales d'attribution des différentes aides aux agriculteurs, personnes physiques et groupements agricoles.

L'article LP 5 précise que les aides, objet de la présente loi du pays, sont attribuées par arrêté pris par l'autorité compétente après avis d'une commission consultative lorsqu'elles ont un montant supérieur à 900 000 XPF.

Il prévoit un bonus de 10 à 20% supplémentaire sur le taux des aides généralement attribuées, pour les jeunes agriculteurs (augmenter les emplois et donner des débouchés à nos jeunes, pérenniser le métier d'agriculteur dans le temps et faciliter la relève de l'activité familiale), les groupements agricoles (renforcer le regroupement des agriculteurs, améliorer le transfert de connaissance et la mutualisation des moyens), les agriculteurs engagés dans l'agriculture biologique (encourager le développement durable de l'agriculture), les agriculteurs qui souhaitent exploiter un terrain en indivision (faciliter l'accès aux terres bloquées par l'indivision autour d'un projet agricole), les agriculteurs des archipels éloignés (développer l'activité économique des îles afin d'éviter l'exode de la population vers l'île de Tahiti), les agriculteurs qui s'engagent à commercialiser leurs productions dans le circuit formel. (permettre au Pays d'avoir une bonne visibilité du secteur agricole et de mieux entreprendre ses actions)

L'article LP 6 encadre le cumul des aides prévues par le projet de « loi du pays ». La LP prévoit le cumul d'aides de type différent pour une même opération globale, mais elle le rend en revanche impossible pour un seul et même objet de dépense. De plus, à l'exception des mesures dites d'incitation fiscale à l'investissement de l'Etat ou du Pays ou encore de mesures qui viseraient la même exploitation mais des objectifs non agricoles (agro-tourisme, environnement, industrie, autres...), la LP précise que les aides financières prévues par ce texte ne sont pas cumulables avec d'autres aides publiques pour l'agriculture.

L'article LP 7 détermine les dépenses à prendre en considération pour le calcul et l'attribution des aides.

L'article LP 8 attribue un caractère définitif au montant des aides. Le versement se fait en appliquant le taux déterminé aux dépenses effectivement réalisées, l'aide restant limitée au montant prévisionnel prévu par l'arrêté.

Les articles LP 9 à 12 fixent les principes en matière de dépôt des dossiers de demande d'aides. Les modalités et délais d'instruction seront précisées par arrêté pris en conseil des ministres.

L'article LP 13 détermine les mentions devant obligatoirement figurer dans l'arrêté attributif de l'aide.

Les articles LP 14 à LP 17 sont relatifs aux modalités de versement des aides.

Conformément à l'article LP 15, l'aide ne pourra pas être versée si l'opération envisagée a connu un commencement d'exécution avant la date à laquelle le dossier de demande d'aide est déposé.

L'article LP 16 fixe le délai maximum de réalisation des projets subventionnés, à un an. Passé ce délai, l'aide est annulée. Il peut néanmoins être prorogé à la demande de l'intéressé pour une période qui ne peut excéder un an ;

Enfin, l'article LP 17 détermine les cas dans lesquels le remboursement de l'aide pourra être exigée par l'administration.

Les articles LP 18, 19 et 20 concernent la mise en place d'une commission consultative chargée de formuler des avis sur les dossiers de demande d'aide en fonction de critères précis. La commission sera composée du Ministre en charge de l'Agriculture, d'un représentant de l'Assemblée de Polynésie française, d'un représentant élu de la Chambre d'agriculture et de la pêche lagonaire, d'un représentant élu de la chambre de commerce et d'industrie et de deux représentants au moins des groupements agricoles. Sa composition exacte et les règles de fonctionnement de la commission seront précisées par arrêté pris en conseil des ministres.

Les articles LP 21 à LP 38 déterminent les dispositions particulières aux différentes aides mises en œuvre par la « loi du pays ». En particulier :

- les articles LP 21 et LP 22 fixent les modalités d'attribution des aides pour l'acquisition de petits matériels agricoles figurant sur une liste arrêtée par le ministre de l'agriculture.
- les articles LP 23 et LP 24 fixent les modalités d'attribution des aides pour l'acquisition d'équipements agricoles figurant également sur une liste arrêtée en conseil des ministres.
- les articles LP 25 à LP 28 fixent les modalités d'attribution des aides pour la réalisation d'aménagements fonciers destinés à favoriser la production agricole et valoriser les terres indivises. La liste des aménagements éligibles est fixée par arrêté pris en conseil des ministres.

Le dispositif permet maintenant d'aider fortement la réalisation d'aménagements collectifs. L'objectif est de favoriser le désenclavement et la mise en valeur agricole de grands domaines fonciers appartenant à plusieurs propriétaires privés par la réalisation des aménagements collectifs nécessaires : pistes, systèmes d'irrigation... Il est également prévu une aide spécifique aux aménagements fonciers limités, afin de développer le démarrage d'activité agricole sur de nouvelles parcelles.

- les articles LP 29 et LP 30 fixent les modalités d'attribution des aides destinées aux éleveurs pour la création, la rénovation ou la modernisation de leurs structures d'élevage. Elle a pour objectif d'accompagner les éleveurs qui souhaitent réaliser des études, des travaux et/ou procéder à l'acquisition de matériels et équipements pour développer leur élevage.
- les articles LP 31 à LP 33 fixent les modalités d'attributions des aides pour l'achat de matériel végétal en vue de la création et/ou du renouvellement de parcelles de culture pérenne ainsi que pour l'achat d'animaux reproducteurs destinés à la création et/ou à l'augmentation de cheptel. La liste des productions agricoles concernées est fixée par le ministre de l'agriculture.
- l'article LP 34 s'inscrit dans le cadre des dispositions particulières relatives à la prime à la production mais également à la plantation et permettra de verser aux agriculteurs une prime à la production ou à la plantation de certaines productions spécifiques que le Pays souhaite soutenir et développer. La liste de ces productions éligibles sera arrêtée par le ministre de l'agriculture.
- l'article LP 35 fixe les modalités d'attribution des aides pour la réalisation d'actions de marketing, à savoir d'études de faisabilité, de campagnes de promotion, d'études de marchés, d'études et d'achats de fournitures destinés à favoriser la commercialisation des produits agricoles et agroalimentaires. L'objectif est d'aider les agriculteurs à trouver de nouveaux marchés et à mieux valoriser leurs produits (promotion, conditionnement...).
- dans le but d'encourager l'engagement des agriculteurs vers des démarches de qualité, les articles LP 35 et LP 36 autorisent le versement d'aides pour la réalisation des opérations suivantes :
 - ⇒ analyses de terre, analyses foliaires ;
 - ⇒ analyses d'effluents d'élevage ;
 - ⇒ analyses qualité de produits végétaux, de denrées animales ou d'origine animale;
 - ⇒ mise en place d'un plan de prophylaxie zoonositaire ;
 - ⇒ amendements organiques ou basiques à la suite d'analyses de terre les justifiant;
 - ⇒ acquisition d'intrants et de matériels spécifiques ou travaux concourant à la réalisation du projet qualité;
 - ⇒ participations aux programmes de recherche en agriculture ou aux démarches d'innovation notamment sur les biotechnologies;
 - ⇒ formations agricoles;
 - ⇒ participation aux programmes de pollinisations de productions végétales ;
 - ⇒ prestations sur et pour l'exploitation d'expertises diverses, de conseils, d'accompagnement techniques, d'ingénierie incluant le conseil et l'assistance juridique;
 - ⇒ contrôles qualité sur la matière première, les procédés de fabrication ou le produit fini, lors des activités de transformation ;
 - ⇒ contrôles et prestations nécessaires pour la certification en agriculture biologique, ou toute autre démarche de certification.

- l'article LP 37 fixe les modalités d'attribution des aides pour la réalisation d'analyses technico-économiques de l'exploitation (bilan comptable et compte de résultats). La prise en charge partielle du coût de la prestation est possible durant les deux premières années, ceci afin de permettre aux exploitations de se sensibiliser à l'utilisation de cet outil d'analyse indispensable.
- l'article LP 38 fixe les modalités d'attribution des aides pour soutenir l'acquisition de matériels spécifiques, de travaux d'aménagement, de plantations et d'élevages, concourant à la réalisation de projets inscrits dans le concept de l'agriculture durable, l'agro-écologie, l'agro-tourisme et de la souveraineté alimentaire plus généralement, incluant :
 - ⇒ l'autonomie énergétique des exploitations agricoles par les énergies renouvelables ;
 - ⇒ la sécurité alimentaire et le stockage sécurisé des réserves alimentaires ;
 - ⇒ la lutte contre l'érosion des terres et les impacts climatiques de l'exploitation des terres;
 - ⇒ la promotion de la biodiversité productive et de l'agriculture traditionnelle ;
 - ⇒ la promotion touristique de nos archipels par ses productions agricoles.
 - ⇒ Tel est l'objet du projet de « loi du pays » que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation.

Tel est l'objet du projet de « loi du pays » que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation.



TEXTE ADOPTE N°

ASSEMBLEE DE POLYNESIE FRANCAISE

LOI ORGANIQUE N° 2004-192 DU 27 FEVRIER 2004

SESSION [ORDINAIRE][EXTRAORDINAIRE]

[ex."01 janvier 2000"]

PROJET DE LOI DU PAYS

(NOR : SDR1202439LP)

réglementant les aides financières aux agriculteurs

(Texte définitif.)

L'Assemblée de Polynésie française a adopté le projet de loi du pays dont la teneur suit :

Travaux préparatoires :

- Avis n°65/2010/CESC du 8 janvier 2010 du conseil économique social et culturel de la Polynésie française ;
 - Arrêté n°[NUMERO]/CM du [ex."01 janvier 2000"] soumettant un projet de loi du pays à l'assemblée de la Polynésie française ;
 - Rapport n° [NUMERO] du [ex."01 janvier 2000"] de [ex.."Monsieur Prénom NOM"], rapporteur du projet de loi du pays ;
 - Adoption en date du [ex."01 janvier 2000"] texte adopté n°[NUMERO] du [ex."01 janvier 2000"] ;
 - Décision n°[NUMERO]/CE du [ex."01 janvier 2000"] du conseil d'Etat ;
 - Publication à titre d'information au JOPF n° [NUMERO] spécial du [ex."01 janvier 2000"].
-

Article LP 1. - La présente loi du pays a pour objet de définir les règles encadrant le soutien financier public au développement économique de la Polynésie française par l'agriculture. Elle définit en particulier les différents soutiens financiers publics ou « aides » pouvant être accordés aux agriculteurs, à titre individuel ou regroupés, pour soutenir le développement du secteur agricole ainsi que leurs modalités d'attribution.

Chapitre I – Dispositions générales

Article LP 2. - Aux fins de la présente loi du pays, on entend par :

- « agricole » : tout ce qui concerne l'agriculture, l'élevage, la forêt, la transformation des productions agricoles et forestières, l'agroforesterie, la production d'intrants agricoles, l'aquaponie et la culture d'algues alimentaires et oléagineuses : réalisé sur une exploitation agricole et par les producteurs eux-mêmes ;
- « agriculture biologique » : un mode de production agricole certifié ou garanti par un organisme accrédité et conforme à des normes et règlements spécifiques, reconnus par l'autorité compétente du pays ;
- « aide » : un soutien financier public spécifiquement orienté vers le développement de l'agriculture ; Les termes « aide » ou « aide publique », en usage dans le monde agricole, sont employés indifféremment dans cette loi du pays avec le terme « soutien financier » ou « aide financière publique » ;
- « aménagements fonciers agricoles » : prestations d'études, réalisation de travaux, fournitures d'équipement, qui ont pour but d'améliorer les conditions d'exploitation des propriétés agricoles et de permettre leur mise en valeur ;
- « autorité compétente » : l'institution, le service et/ou l'établissement public du Pays, désigné par arrêté pris par le conseil des ministres, pour exercer les missions d'investigation, de suivi, de contrôle, voire réaliser l'acte d'attribution, dans le secteur de l'agriculture et notamment les dossiers d'aides financières aux agriculteurs ;
- « biotechnologies » : filière d'application des principes scientifiques et de l'ingénierie à la transformation de matériaux ou organismes vivants par des agents biologiques, pour produire des biens et services ;
- « circuit formel » : circuit de commercialisation des productions agricoles permettant une bonne visibilité, et traçabilité en particulier sur les transactions, par la ou les autorités compétentes ;
- « élevage » : ensemble des opérations qui assurent la production, la croissance, l'entretien et la multiplication d'animaux à l'usage de la consommation humaine, dont l'apiculture est une des formes ;
- « formation agricole » : ensemble des mesures adoptées en vue de l'acquisition ou du perfectionnement d'une qualification professionnelle ouvrant à diplôme ou non. Il peut s'agir d'une formation courte, continue, à cycle certifiant, sur mesure en intra ou inter entreprise, sur le terrain, par correspondance, à l'étranger ou à distance en ligne. Sont inclus dans la formation agricole les conférences et les congrès locaux et internationaux ;
- « groupement agricole » : les sociétés coopératives agricoles (SCA) , les sociétés civiles d'exploitation agricole (SCEA), les groupements d'intérêt économique, les syndicats et associations, les systèmes participatifs de garantie (SPG) déclarés conformément aux prescriptions légales ou réglementaires, et dont l'objet principal est ou en relation directe avec l'activité agricole. Par exception et pour les aides de type III exclusivement : la notion de groupement agricole peut s'étendre à un groupe d'agriculteurs (personnes physiques) ne disposant pas eux-mêmes d'une personnalité morale, mais représentés par une personne physique (ou une personne morale) demandeuse de l'aide et disposant d'un mandat signé par tous les bénéficiaires potentiels de cette aide financière à l'aménagement rural ;
- « jeunes agriculteurs » : les personnes physiques âgées de 18 à 40 ans, inscrites au registre de l'agriculture en tant que chefs d'exploitation agricole ;
- « jeunes agriculteurs en phase d'installation » : les personnes physiques âgées de 18 à 40 ans, inscrites au registre de l'agriculture en tant que chef d'exploitation agricole depuis moins de 2 ans ou présentant un

projet de reprise ou de création d'exploitation donnant droit à l'inscription au registre de l'agriculture au plus tard 12 mois après le démarrage du projet ;

- « marketing » : ensemble des actions coordonnées qui concourent au développement des ventes d'un produit ou d'un service ;
- « montant de la dépense éligible » : le montant de la dépense à réaliser, déduction faite, le cas échéant, du montant des mesures dites d'incitation fiscale ;
- « projet collectif » : projet d'aménagement foncier présenté par trois bénéficiaires au moins ;
- « projet qualité » : projet d'amélioration de l'organisation, qui concerne une certification, une auto évaluation et d'autres sujets d'analyses ou d'expertises techniques comme l'environnement, l'autonomisation énergétique des exploitations par les énergies renouvelables, la sécurité, la santé, l'anti-érosion, la biodiversité productive, les analyses de sols, etc. ;
- « prophylaxie zoosanitaire » : processus actif ou passif ayant pour but de prévenir et lutter contre l'apparition ou la propagation d'une maladie au sein des élevages ;
- « période de conservation d'usage » : période nécessaire pour atteindre la production optimale d'une culture donnée ;
- « société coopérative agricole » : une société coopérative agricole (SCA) est une entreprise coopérative relevant d'une réglementation spécifique en vigueur en Polynésie française et qui a pour objet l'utilisation en commun de tous moyens propres à faciliter, améliorer, accroître les résultats et développer son activité économique et celles de ses membres. Les coopératives agricoles forment une catégorie spéciale de sociétés, distinctes des sociétés civiles et des sociétés commerciales ;
- « système participatif de garantie » : groupement agricole accrédité par le Pays, qui intègre un système local d'assurance qualité pouvant garantir qu'un produit agricole est conforme à des conditions de production, de transformation et d'étiquetage fixées par des normes et règlements relatifs à l'agriculture biologique et reconnus par le Pays ;
- « travaux dits « d'entretien et d'aménagement limité » » : travaux d'entretien des accès, des clôtures, des surfaces cultivables et d'aménagement en terrassements anti-érosifs, d'importance et d'impact limité par un montant global de travaux projetés ;
- « souveraineté alimentaire » : intègre à la fois le concept de sécurité et de réserves alimentaires. C'est le droit des pays de définir, dans les domaines de l'agriculture, de la pêche, de l'alimentation et de la gestion forestière, des politiques écologiquement, socialement, économiquement et culturellement adaptées à leur situation spécifique. Elle comprend le droit à l'alimentation et à la production d'aliments sûrs, nutritifs et culturellement appropriés et à l'accès aux moyens de les produire. Bien au-delà de la notion de sécurité alimentaire, elle vise un accès plus équitable aux terres cultivables par les paysans et prône des techniques agricoles qui favorisent leur autonomie (telles que l'agro-foresterie et la permaculture) .

Article LP 3. - Les aides financières publiques définies dans la présente loi du pays sont destinées :

- aux personnes physiques inscrites au registre de l'agriculture et relevant au titre de leur activité agricole du régime des entrepreneurs non salariés (RNS) ou du régime de solidarité (RSPF) ;
- aux « jeunes agriculteurs en phase d'installation » en procédure d'inscription ; ;
- aux personnalités morales (groupements agricoles) dont l'activité principale est ou en relation directe avec la production, la transformation et/ou la valorisation des produits agricoles locaux sur le site d'une exploitation agricole ou du groupement agricole.

Article LP 4. - Ces aides financières publiques aux agriculteurs, accordées dans la limite des inscriptions budgétaires et des crédits disponibles, sont destinées à soutenir le financement des opérations suivantes :

Aides aux équipements agricoles :

- *Type I - Aide au fonctionnement de l'exploitation par l'acquisition de petits matériels agricoles ;*
- *Type II - Aide à l'investissement en équipements agricoles.*

Valorisation de terres à vocation agricole :

- *Type III - Valorisation par la mise en culture ou en élevage de terres incultes non ou sous exploitées ou bien en indivision,*
- *ou valorisation par la réalisation d'aménagements fonciers agricoles.*

Développement de productions spécifiques :

- *Type IV - Création et/ou rénovation et/ou modernisation des installations destinées à l'élevage ;*
- *Type V - Création et/ou renouvellement de productions agricoles ;*
- *Type VI - Aides à la plantation et à la production.*

Développement économique et commercial, agriculture durable et souveraineté alimentaire :

- *Type VII - Réalisation d'actions de marketing ;*
- *Type VIII - Réalisation ou expertises de projets « qualité » ;*
- *Type IX - Réalisation d'analyses ou expertises technico-économiques de l'exploitation ;*
- *Type X - Soutien aux projets concourant à l'agriculture durable et à la souveraineté alimentaire.*

Article LP 5. - L'aide financière publique est attribuée par un arrêté pris par l'autorité publique compétente.

L'arrêté portant attribution de l'aide financière publique est pris par l'autorité compétente après examen des dossiers de « demande d'aide » sur la base des critères définis aux articles LP 3, LP 19 et LP 20 .

Pour les montants « d'aide », supérieurs à 900.000 XPF, sous réserve d'une inscription au régime contributif de protection sociale des personnes physiques et non salariées (RNS), les dossiers sont soumis à l'avis préalable de la commission consultative visée au chapitre II, article LP 18

Les taux des aides définis en fonction des montants de la dépense éligible, peuvent être majorés:

Soit de 20% :

- si le demandeur est un groupement agricole du type société coopérative agricole (SCA) ou système participatif de garantie (SPG);

ou

- si le demandeur est un « jeune agriculteur en phase d'installation » ;

ou

- si le demandeur s'engage ou est déjà engagé, pour partie ou en totalité, dans une démarche de production biologique ;

ou

- si le demandeur, personne physique ou morale projette d'exploiter une terre à vocation agricole en indivision, non exploitée en terre agricole depuis plus de dix années et s'il peut justifier des droits afférents à cette exploitation.

Soit de 10% :

- si le demandeur est un groupement agricole autre que du type société coopérative agricole (SCA) ou système participatif de garantie (SPG);

ou

- si le demandeur est un « jeune agriculteur » ;

ou

- si l'opération se réalise dans les Iles sous le vent, les Marquises, les Australes ou les Tuamotu-Gambier afin de favoriser le développement de l'agriculture dans ces archipels ;

ou

- si le demandeur prend l'engagement de commercialiser la totalité de sa production dans le circuit formel.

Article LP 6. - Les différents types d'aides prévus à l'article LP 4 de la présente loi du pays ne sont pas cumulables pour un même objet de dépense.

De même, elles ne sont pas cumulables avec d'autres aides publiques, pour la même opération ciblant le développement agricole, à l'exception des mesures dites d'incitation fiscale ou de mesures visant d'autres objectifs non agricoles.

Le montant total de l'aide ne peut être supérieur à 80% du montant de la dépense éligible au bénéfice de l'aide, incitations fiscales incluses.

Le montant des aides financières relevant de la présente loi du Pays, cumulées pour une même opération ou un même demandeur, ne peut dépasser le seuil maximum de 10 millions XPF (incitations fiscales exclues) par période de 24 mois.

En aval de la décision d'octroi de l'aide, l'autorité compétente est chargée de contrôler et d'évaluer que l'aide soit spécifiquement orientée vers le développement de l'agriculture ou de la valorisation de produits agricoles locaux.

L'autorité compétente peut être amenée à entreprendre des actions en remboursement d'aides octroyées en cas de non exécution de la mise en œuvre de ces aides tel que le prévoit l'article LP 17.

Article LP 7. - Les dépenses prises en considération pour l'attribution d'une aide au titre d'une opération, s'analysent en fonction d'un projet global et résultent de la somme des études, travaux, fournitures et prestations de service réalisées par des tiers ou provenant de tiers.

Ces dépenses excluent le coût d'acquisition du foncier et, d'une manière générale, tous frais ne relevant pas directement des travaux, matériaux, infrastructures, fournitures et prestations à réaliser.

Ces dépenses sont déterminées hors T.V.A. lorsque le bénéficiaire est assujéti à la taxe sur la valeur ajoutée et toutes taxes comprises, lorsque le bénéficiaire n'y est pas assujéti. Lorsque le bénéficiaire est partiellement assujéti à la taxe sur la valeur ajoutée, l'aide s'applique à la dépense éligible ou au montant accepté du devis estimatif déterminé hors taxe, alors majoré de la fraction non récupérable de la taxe sur la valeur ajoutée. Celle-ci est déterminée à partir de la dernière déclaration de T.V.A. du bénéficiaire visée par le service des contributions sur laquelle figure le taux du prorata.

Article LP 8. - Le montant des aides déterminé en application des articles LP 5, LP 7 et LP 13 de la présente loi du pays a un caractère définitif.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est inférieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur la base d'une aide recalculée à partir de l'investissement réel. Le cas échéant, le reversement du trop-perçu est demandé au bénéficiaire.

Dans le cas où le montant de l'investissement réalisé en fin d'opération est supérieur au montant prévisionnel ayant servi pour le calcul de l'aide, la liquidation de l'aide s'effectue sur le montant de l'aide octroyée sans qu'elle puisse être réévaluée.

Article LP 9. - L'autorité compétente reçoit et instruit les demandes d'aide. Elle vérifie également la réalisation de l'opération.

Article LP 10. - La demande d'aide est formulée par le porteur du projet ou le représentant légal de la personne morale ou du groupement agricole.

Les modalités de dépôt et d'instruction des demandes d'aide de la présente loi du pays sont précisées par un arrêté pris en conseil des ministres.

Article LP 11. - La recevabilité des demandes d'aide est subordonnée au dépôt d'un dossier et à la détention d'un récépissé de dépôt de dossier. En aucun cas l'accusé de réception du dépôt de dossier ne vaut promesse de subvention.

Article LP 12. - Pour prétendre à une nouvelle aide, tout demandeur ayant déjà bénéficié d'une aide de la Polynésie française, doit avoir satisfait à la totalité des obligations relatives aux aides précédemment obtenues et fixées par la réglementation en vigueur ou par toute décision prise en application de celle-ci.

Article LP 13. - L'arrêté attributif de l'aide comporte au moins la désignation du bénéficiaire, l'objet précis de l'aide, la nature et le montant prévisionnel de la dépense éligible, le montant de l'aide, les modalités de son versement ; ainsi que les conditions suspensives de l'attribution.

Article LP 14. - Le versement des aides est effectué sur justification présentée et validée par l'autorité compétente de la bonne réalisation de l'opération visée par l'arrêté attributif et de la conformité de ses caractéristiques avec celles présentées dans le dossier de demande d'aides.

L'aide peut être versée directement au(x) prestataire(s) ou au(x) fournisseur(s). Dans ce cas, les conditions du versement sont fixées par convention entre la Polynésie française, le bénéficiaire de l'aide et le(s) fournisseur(s) ou le(s) prestataire(s).

Article LP 15. - Aucune aide ne peut être attribuée si l'opération envisagée a connu un commencement d'exécution avant la date à laquelle le dossier de demande d'aide est déposé en application des dispositions de l'article LP 11 de la présente loi du pays.

Article LP 16. - Si, à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de la décision attributive, le projet, l'opération ou la tranche d'opération au titre duquel l'aide a été accordée n'a pas été réalisé, l'autorité compétente constate la caducité de sa décision et en informe le bénéficiaire.

Sur demande du bénéficiaire, cette autorité peut proroger, avant l'expiration du délai de caducité précité d'un an, la validité de sa décision pour une période qui ne peut excéder un an.

Article LP 17. - L'autorité compétente peut exiger le remboursement de l'aide octroyée, notamment, dans les cas suivants :

- modification de l'affectation de l'équipement financé sans autorisation, préalable et écrite, de l'autorité compétente ;
- opération non réalisée dans les conditions prévues par l'arrêté attributif ;
- opération subventionnée au-delà des taux autorisés ;
- fausse déclaration dans la constitution du dossier de demande d'aide ainsi que dans la production des pièces justifiant la dépense ;
- non-respect des engagements auprès de l'administration, souscrits par le bénéficiaire et/ou mentionnés dans l'arrêté attributif.

Chapitre II – Commission d'attribution des aides à l'agriculture et éligibilité des demandes

Article LP 18. - Il est institué une commission consultative chargée de formuler un avis préalable sur les demandes d'aide financière à partir du seuil de 900.000 XPF. La commission est composée du Ministre en charge de l'Agriculture, d'un représentant de l'Assemblée de Polynésie française, d'un représentant élu de la Chambre d'agriculture et de la pêche lagonaire, d'un représentant élu de la chambre de commerce et d'industrie et de deux représentants au moins des groupements agricoles, dont un exerçant dans la filière « agriculture biologique ».

Sa composition et ses modalités de fonctionnement sont précisées par arrêté pris en conseil des ministres.

Article LP 19. - Les demandes sont éligibles au passage devant la commission lorsque elles sont portées par des agriculteurs répondant aux critères suivant :

- Une inscription au registre des agriculteurs en activité ou en phase d'installation démontrée ;
- Une attestation d'inscription au régime de protection sociale des personnes physiques contributives et non salariées (RNS).

Article LP 20. - Pour chaque type d'aide est associé le même taux minimum de subvention qui est fixé à 10% du montant de la dépense éligible au bénéfice de l'aide. Il peut être augmenté jusqu'à un taux maximum spécifique hors majoration prévue à l'article LP 5, après avis de la commission et sur la base des critères suivants :

- L'aptitude professionnelle compatible avec le type d'aide sollicitée ;
- Le montant total du projet ;
- La faisabilité et la viabilité technique et économique du projet ;
- Les effets positifs du projet sur le développement de l'exploitation et du secteur agricole, sur l'environnement et l'adaptation du projet au risque d'impact climatique, sur la sécurité et la souveraineté alimentaire ;
- La valorisation de terres incultes à potentiel agricole, non cultivées depuis *plus de cinq années en raison d'arrêt ou d'insuffisance d'exploitation ou encore d'indivision* ;
- La pertinence du projet par rapport aux objectifs des politiques sectorielles publiques.

Les taux maximum spécifiques à chaque type d'aide sont précisés dans les articles LP 22, LP 24, LP 26 , LP 27 , LP 30 , LP 32 , LP 33, LP 35, LP 36 , LP 37, LP 38.

Chapitre III – Dispositions relatives aux aides financières publiques pour des équipements agricoles –

Type I - Aide au fonctionnement de l'exploitation par l'acquisition de petits matériels agricoles

Article LP 21. - Des aides peuvent être accordées à l'exploitant et au groupement agricole, en soutien à un meilleur fonctionnement de l'exploitation pour acquérir, remplacer, modifier ou réparer des matériels à vocation agricole ou agroalimentaire figurant sur une liste spécifique arrêtée par le ministre en charge de l'agriculture. Le matériel doit être destiné :

- à la production et à la préparation des produits agricoles locaux ou d'intrants produits localement ;
- au stockage, au conditionnement, à la transformation ou à la commercialisation des produits agricoles locaux.

Article LP 22. - Le montant de l'aide, est inférieur ou égal à un seuil dont le montant par dossier est conforme à la réglementation en vigueur en Polynésie française.

L'aide peut être attribuée jusqu'à un taux maximum de 60% du montant de la dépense éligible hors majoration prévue à l'article LP 5 de la présente loi du pays.

Le bénéfice de l'aide est ouvert à un même bénéficiaire, une seule fois pour une période de 12 mois.

Type II - Aide à l'investissement en équipements agricoles

Article LP 23. - Des aides peuvent être accordées à l'exploitant et au groupement agricole qui souhaite investir dans des équipements agricoles figurant sur une liste spécifique arrêtée en conseil des ministres. Le matériel doit être destiné :

- à la production et à la préparation des produits agricoles locaux ou d'intrants produits localement ;
- au stockage, au conditionnement, à la transformation ou à la commercialisation des produits agricoles locaux.

Article LP 24. - Le montant maximum de l'aide financière publique ne peut dépasser 10 millions XPF.

L'aide peut être attribuée jusqu'à un taux maximum de 50 % du montant de la dépense éligible hors majoration prévue à l'article LP 5 de la présente loi du Pays.

Le bénéfice de l'aide est ouvert à un même bénéficiaire, une seule fois pour une période de 24 mois.

Chapitre IV - Dispositions relatives aux aides financières publiques pour la valorisation de terres à vocation agricole

Type III - - Valorisation par la mise en culture ou en élevage de terres incultes non ou sous exploitées ou bien en indivision,

- ou valorisation par la réalisation d'aménagements fonciers agricoles sur terres exploitées

Article LP 25. - Une aide financière publique peut être accordée spécifiquement pour la valorisation de terres non exploitées depuis plus de cinq années en raison d'arrêt d'exploitation ou bien d'indivision. Ce type d'aide peut de même être accordé pour la réalisation d'aménagements ou de travaux d'entretiens fonciers destinés à favoriser la production agricole sur des exploitations agricoles en activité.

La liste et les modalités des opérations éligibles à ces aides spécifiques sont fixées par arrêté pris en conseil des ministres.

Article LP 26. - Des aides peuvent être accordées pour la réalisation de prestation d'études techniques, le montage juridique et comptable de baux de location de terres, visant la mise en culture ou en élevage en friche depuis plus de cinq années ou d'indivision. Ces aides peuvent concerner le montage de tous dossiers de demande d'autorisations administratives, ayant pour objet la valorisation de terres indivises ou la réalisation d'un aménagement foncier pour un usage agricole.

Quelque soit la demande éligible à une aide de type III, le montant maximum de l'aide financière publique ne peut dépasser 10 millions XPF.

Le montant maximum de l'aide financière publique ne peut dépasser 900.000 XPF pour des travaux « d'entretien ou d'aménagement limité » .

L'aide peut être attribuée jusqu'à un taux maximum de 50% de ce montant hors majoration prévue à l'article LP 5 de la présente loi du pays.

Le bénéfice de l'aide est ouvert à un même bénéficiaire, une seule fois par période de 5 ans pour un même projet et par période de 24 mois pour un projet différent.

Article LP 27. - Des aides peuvent être accordées pour la réalisation de travaux et d'achats d'équipements en rapport avec un aménagement foncier agricole :

- Lorsqu'il s'agit d'un projet individuel, l'aide peut être attribuée jusqu'à un taux maximum de 50% de ce montant hors majoration prévue à l'article LP 5 de la présente loi du pays. Le montant maximum de l'aide financière publique ne peut dépasser 10 millions XPF
- Par exception, pour des travaux spécifiés « d'entretien et d'aménagement limité », l'aide peut être attribuée jusqu'à un taux maximum de 80% de la dépense éligible au bénéfice de l'aide. Le montant maximum de l'aide financière publique ne peut alors dépasser 900.000 XPF
- Lorsqu'il s'agit d'un projet collectif, le montant de la dépense éligible au bénéfice de l'aide est inférieur ou égal à un seuil dont le montant par dossier est fixé par un arrêté pris en conseil des ministres et l'aide peut être attribuée jusqu'à un taux maximum de 80% de ce montant. Le montant maximum de l'aide financière publique ne peut dépasser 10 millions XPF

Le bénéfice de l'aide est ouvert à un même bénéficiaire, une seule fois par période de 5 ans pour un même projet et par période de 24 mois pour un projet différent. Cette période peut être ramenée à 12 mois si l'on est dans le cadre de travaux « d'entretiens et d'aménagement limités ».

Pour les travaux « d'entretien et d'aménagement limité », l'aide à la prestation peut aussi être plafonnée par heure de prestation, quelque soit le tarif horaire proposé. Dans ce cas précis, le montant de ce plafond est fixé par arrêté pris en conseil des ministres.

Article LP 28. - Pour les projets collectifs, une convention entre la Polynésie française et les bénéficiaires est annexée à l'arrêté d'attribution de l'aide.

Elle précise le nom du mandataire des exploitants agricoles, les obligations des parties, les objectifs à atteindre au moyen de l'aide obtenue et la répartition des financements entre la Polynésie française et les exploitants.

Chapitre V - Dispositions relatives aux aides financières publiques pour le développement de productions spécifiques

Type IV - Création et/ou rénovation et/ou modernisation des installations destinées à l'élevage

Article LP 29. - Des aides peuvent être accordées pour la réalisation d'études, de travaux et/ou l'acquisition des matériels en vue de la création, de la rénovation, de la modernisation ou de la mise aux normes des installations destinées à l'élevage ou à des ouvrages étanches de stockage ou d'unités aquaponiques et de traitement des effluents.

Article LP 30. - Le montant maximum de l'aide financière publique pour la création, et/ou la rénovation, et/ou la modernisation des installations destinées à l'élevage ne peut dépasser 10 millions XPF, tant pour le financement isolé des études que pour la réalisation de l'ensemble du projet, études comprises.

L'aide peut être attribuée jusqu'à un taux maximum de 50% du montant de la dépense éligible hors majoration prévue à l'article LP 5 de la présente loi du pays.

Le bénéfice de l'aide est ouvert à un même bénéficiaire, une seule fois par période de 5 ans pour un même projet.

Type V - Création et/ou renouvellement de productions agricoles

Article LP 31. - Des aides peuvent être accordées pour l'achat de plants d'arbres et de matériel végétal destinés à la création et/ou renouvellement ou diversification de parcelles de culture pérenne ainsi que pour l'achat d'animaux, de semences ou d'embryons d'animaux reproducteurs destinés à la création, au renouvellement et/ou à l'augmentation de cheptel. La liste des productions agricoles concernées est fixée par arrêté pris par le ministre en charge de l'agriculture.

Article LP 32. - Pour l'aide à la création et/ou au renouvellement de parcelles de culture pérenne agricole, le montant maximum de l'aide financière publique éligible au bénéfice de la dépense globale ne peut dépasser 2 millions XPF.

L'aide peut être attribuée jusqu'à un taux maximum de 50% du montant de la dépense éligible hors majoration prévue à l'article LP 5 de la présente loi du pays.

Le bénéfice de l'aide est ouvert à un même bénéficiaire, une fois par période de 10 ans pour une même parcelle et par période de 24 mois pour de nouvelles parcelles.

Article LP 33. - Pour l'aide à l'achat d'animaux, de semences ou d'embryons d'animaux reproducteurs, le montant maximum de l'aide financière publique ne peut dépasser 5 millions XPF.

L'aide peut être attribuée jusqu'à un taux maximum de 50% du montant de la dépense éligible hors majoration prévue à l'article LP 5 de la présente loi du pays.

Le bénéfice de l'aide est ouvert à un même bénéficiaire, une fois par période de 24 mois.

Type VI – Aides à la plantation et à la production

Article LP 34. - Des aides à la production et à la plantation de produits agricoles spécifiques peuvent être accordées aux producteurs.

Une aide à la plantation ne peut être liquidée qu'après le contrôle par l'autorité compétente de la plantation effective de la totalité de la culture prévue. Elle est attribuable en fonction de la nature de la production. Son montant par plant installé peut varier dans une fourchette dont les seuils minimum et maximum sont fixés par un arrêté pris en conseil des ministres. Si la période de conservation d'usage de la culture n'est pas respectée, le bénéficiaire devra rembourser l'intégralité de l'aide versée.

Une aide à la production ne peut être liquidée qu'après le contrôle par l'autorité compétente de la vente effective de la totalité de la production annuelle de l'exploitation. L'aide est versée en une seule fois au bénéficiaire. Elle est attribuable en fonction de la nature du produit. Son montant par kilogramme vendu de produit végétal ou animal peut varier dans une fourchette dont les seuils minimum et maximum sont fixés par un arrêté pris en conseil des ministres.

Un arrêté pris par le ministre en charge de l'agriculture fixe la nature, la quantité et le cas échéant, la période de conservation d'usage des productions concernées et peut limiter le versement de ses aides pour une période donnée.

Les articles LP 7, LP 8 et LP 13 à LP 15 ne s'appliquent pas dans le cadre du présent type d'aide.

Chapitre VI - Dispositions relatives aux aides au développement économique et durable

Type VII - Réalisation d'actions de marketing

Article LP 35. - Des aides peuvent être accordées pour la réalisation d'études de faisabilité, de campagnes de promotion, d'études de marchés, d'études et d'achat de fournitures destinés à favoriser la commercialisation des produits agricoles locaux.

Le montant maximum de l'aide financière publique ne peut dépasser 2 millions XPF, que la dépense soit réalisée pour la satisfaction du marché local, ou que cela soit pour les marchés à l'exportation.

L'aide peut être attribuée jusqu'à un taux maximum de 50 % du montant de la dépense éligible hors majoration prévue à l'article LP 5 de la présente loi du pays.

Le bénéfice de l'aide est ouvert à un même bénéficiaire, une seule fois par période de 24 mois.

Type VIII - Réalisation ou expertises de projets « qualité »

Article LP 36. - Une aide financière publique peut être accordée pour la réalisation des opérations suivantes :

- analyses de terre, analyses foliaires ;
- analyses d'effluents d'élevage ;
- analyses qualité de produits végétaux, de denrées animales ou d'origine animale (dont les expertises techniques portant sur les valeurs nutritionnelle ou thérapeutique) ;
- mise en place d'un plan de prophylaxie zoosanitaire ;
- amendements organiques ou basiques à la suite d'analyses de terre les justifiant (analyses optionnelles pour amendements structurants : compost, matière organique, charbon, sables ou argiles) ;
- acquisition d'intrants et de matériels spécifiques ou travaux concourant à la réalisation du projet qualité;
- participations aux programmes de recherche en agriculture ou aux démarches d'innovation notamment sur les biotechnologies, hors OGM ;
- formations agricoles;

- participation aux programmes de pollinisations de productions végétales ;
- prestations sur et pour l'exploitation d'expertises diverses, de conseils, d'accompagnement techniques, d'ingénierie (incluant le conseil et l'assistance juridique), œuvrant en faveur du développement de l'agriculture, de l'élevage ou de la sylviculture ;
- contrôles qualité sur la matière première, les procédés de fabrication ou le produit fini, lors des activités de transformation ;
- contrôles et prestations nécessaires pour la certification en agriculture biologique (ou la garantie par un système participatif de garantie), à un label, une appellation ou toute autre démarche de certification visant l'amélioration de la qualité et la promotion de l'agriculture du Pays .

Le montant maximum de l'aide financière publique pour ces aides de type VIII, ne peut dépasser 900.000 XPF.

L'aide peut être attribuée jusqu'à un taux maximum de 50% du montant global du projet, hors majoration prévue à l'article LP 5 de la présente loi du pays.

Le bénéfice de l'aide est ouvert à un même bénéficiaire, une fois par période de 12 mois pour un même projet.

Type IX - Réalisation d'analyses ou d'expertises technico-économiques de l'exploitation

Article LP 37. - Des aides peuvent être accordées pour la réalisation d'un bilan technico-économique annuel de l'exploitation agricole effectué par un comptable agréé pour les deux premières années suivant la date de la décision attributive de l'aide.

Le montant maximum de l'aide financière publique pour ces aides de type IX, ne peut dépasser 900.000 XPF.

L'aide peut être attribuée jusqu'à un taux maximum de 80 % du montant global du projet la première année et jusqu'à un taux maximum de 50% la seconde année hors majoration prévue à l'article LP 5 de la présente loi du pays.

Le bénéfice de l'aide est ouvert à un même bénéficiaire, une fois par période de 12 mois pour un même projet.

Type X - Soutien aux projets concourant à l'agriculture durable et à la souveraineté alimentaire

Article LP 38. - Une aide financière publique peut être accordée pour la réalisation de projets concourant à l'agriculture durable et la souveraineté alimentaire.

Ce type d'aide a vocation à soutenir l'acquisition de matériels spécifiques, de travaux d'aménagement, de plantations et d'élevages, concourant à la réalisation de projets inscrits dans le concept de l'agriculture durable, l'agro-écologie, l'agro-tourisme et de la souveraineté alimentaire plus généralement, incluant :

- l'autonomie énergétique des exploitations agricoles par les énergies renouvelables ;
- la sécurité alimentaire et le stockage sécurisé des réserves alimentaires ;
- la lutte contre l'érosion des terres et les impacts climatiques de l'exploitation des terres ;
- la promotion de la biodiversité productive et de l'agriculture traditionnelle ;
- la promotion touristique de nos archipels par ses productions agricoles.

Ces aides sont plus particulièrement destinées aux projets d'exploitation sylvo-pastoraux et d'agro-foresterie (permaculture, etc.).

Le montant maximum de l'aide financière publique ne peut dépasser 10 millions XPF.

L'aide peut être attribuée jusqu'à un taux maximum de 50% du montant global du projet, hors majoration prévue à l'article LP 5 de la présente loi du pays.

Le bénéfice de l'aide est ouvert à un même bénéficiaire, une fois par période de 24 mois pour un même projet.

Chapitre VIII – Dispositions transitoires et finales

Article LP 39. - L'arrêté n° 654/CM du 10 mai 2000 modifié définissant les modalités d'attribution de la dotation pour le développement de l'agriculture ou D.D.A. est abrogé.

Article LP 40. - Au titre de dispositions transitoires de la présente « loi du pays », l'ensemble des dispositifs d'aides qui précèdent sont rendus applicables aux dossiers déposés ou en cours d'instruction et n'ayant fait l'objet d'aucun acte de décision, antérieurement à la date de promulgation de la présente « loi du pays » au Journal officiel de la Polynésie française.

Article LP 41. - Au titre de dispositions finales, l'ensemble des dispositifs d'aides financières aux agriculteurs de la présente « loi du pays » sont rendues applicables aux dossiers de demandes d'aides déposés postérieurement à la date de promulgation de la présente « loi du pays » au Journal officiel de la Polynésie française.

Délibéré en séance publique, à Papeete, le [ex."01 janvier 2000"]

Le Président

Signé :

AVIS

Vu les dispositions de l'article 151 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la saisine n° **465/PR du 21 janvier 2013** du Président de la Polynésie française reçue le même jour, sollicitant l'avis du C.E.S.C. sur **un projet de « loi du pays » règlementant les aides financières aux agriculteurs** ;

Vu la décision du bureau réuni le **21 janvier 2013** ;

Vu le projet d'avis de la commission « économie » en date du **30 janvier 2013** ;

Le Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française a adopté, lors de la séance plénière du **1^{er} février 2013**, l'avis dont la teneur suit :

I - OBJET DE LA SAISINE

La présente saisine soumise à l'avis du Conseil économique, social et culturel (CESC) de la Polynésie française a pour objet l'examen d'un projet de « loi du pays » réglementant les aides financières aux agriculteurs. Les agriculteurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales.

Aux termes de l'exposé des motifs, ce projet de « loi du pays » vise à réactualiser le dispositif d'attribution des aides financières aux agriculteurs défini actuellement à travers deux arrêtés :

- arrêté n° 654/CM du 10 mai 2000 modifié définissant les modalités d'attribution de la dotation pour le développement de l'agriculture ou DDA ;
- arrêté n° 1018/CM du 15 septembre 2006 modifié définissant les conditions et fixant les modalités d'intervention de la Polynésie française dans la mise en œuvre des programmes et des actions d'aménagement rural sur emprises privées.

Le projet proposé redéfinit dans un nouveau cadre les conditions et critères d'attribution des aides financières destinées aux agriculteurs et éleveurs.

Le CESC rappelle qu'en 2010, un projet de « loi du pays » visant à modifier et à réactualiser le dispositif actuel d'attribution des aides financières aux agriculteurs lui avait déjà été soumis. Le CESC avait rendu un avis favorable¹ « en dépit de quelques lacunes ». Le CESC note que ce projet de « loi de pays » n'a jamais été adopté ni promulgué par les autorités compétentes.

Aujourd'hui, la volonté affichée par le gouvernement est de présenter un projet de « loi du pays » remanié en insistant notamment sur la concertation élargie et les échanges qui ont pu avoir lieu depuis avec les partenaires économiques et les professionnels du secteur.

Par ailleurs, le ministre chargé de l'agriculture en accord avec le gouvernement a jugé opportun d'attendre une programmation budgétaire favorable afin de faciliter sa mise en place en 2013. Il a également précisé que ce projet avait été initié par son prédécesseur.

Le gouvernement souhaite également prendre particulièrement en considération les éléments suivants :

- recentrer le soutien du Pays sur les axes stratégiques de la politique sectorielle ;
- soumettre à condition les aides par le principe du taux d'aide maximum qui ne peut être obtenu que si le demandeur et le projet à financer répondent à des critères définis ;
- favoriser l'adhésion des agriculteurs au régime contributif des non salariés (RNS) ;
- majorer spécifiquement les aides pour appuyer des demandeurs ou domaines prioritaires ;

¹ Avis CESC n°65/2010 rendu le 8 janvier 2010

- avoir une approche plus collégiale de l'attribution des aides par la mise en place d'une commission consultative ;
- limiter les aides à 80% des dépenses éligibles et donc la suppression des aides à un taux de 100% afin d'éviter des effets d'aubaine et de responsabiliser les demandeurs ;
- permettre de cumuler différents types d'aide pour soutenir des projets plus complets et plus coûteux ;
- supprimer l'aide aux sinistrés de catastrophes naturelles, pour l'intégrer dans un dispositif plus important prochainement, basé sur les dispositifs d'assurance calamités agricoles existants ;
- créer l'aide à la plantation pour compléter l'aide à la production ;
- créer un nouveau type d'aide spécifique au soutien des projets concourants à l'agriculture durable et à la souveraineté alimentaire.

II- OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

L'examen du projet de « loi du pays » soumis à l'avis du CESC appelle les observations et recommandations suivantes :

2-1 Observations générales :

Le CESC rappelle que l'agriculture et l'élevage en Polynésie française constituent un secteur socioéconomique essentiel pour l'économie de la Polynésie française. Ce secteur représente une production en valeur estimée à 15 milliards de F CFP par an.

Comme l'avait soulevé le CESC dans son avis n° 65/2010 du 8 janvier 2010, des disparités importantes existent entre la situation des petits exploitants qui pratiquent l'agriculture d'autosubsistance et celle des exploitants dits professionnels, moins nombreux, mais mieux intégrés dans le tissu économique et l'économie marchande.

On recense aujourd'hui près de 6 300 agriculteurs et éleveurs au registre de l'agriculture sans pouvoir distinguer ceux qui relèvent de l'agriculture d'autosubsistance de ceux qui relèvent de l'agriculture professionnelle.

Selon les données établies dans l'exposé des motifs, depuis 2000, les investissements ont porté principalement sur :

- l'achat de petits matériels agricoles (250 millions F CFP) ;
- du matériel agricole plus important tels que des tracteurs et camions (450 millions F CFP) ;
- du matériels et des travaux de mise en place de nouvelles parcelles agricoles (210 millions F CFP) ;
- des travaux d'aménagements fonciers sur terres privées (280 millions F CFP) ;
- des travaux et matériels pour la création et la rénovation de bâtiments (96 millions F CFP) ;

- la remise en culture de parcelles agricoles endommagées lors des intempéries (33 millions F CFP).

Au final, le dispositif d'aides aux agriculteurs a participé au financement d'environ seulement **1,4 milliard de F CFP** d'investissement avec un montant d'aide versé d'environ **525 millions de F CFP**, soit un taux d'aide moyen d'environ **38%**.

Le CESC relève que le taux de l'aide est relativement élevé (38%) mais que les investissements restent faibles au regard des ambitions souhaitées pour ce secteur.

En versant plus de **55 millions de F CFP** d'aides en moyenne par an dans ce secteur, le Pays a participé au financement de près de **130 millions de F CFP** d'investissement annuel.

Par ailleurs, le volume des importations de produits agricoles en Polynésie française est en baisse en 2009 par rapport aux années 2006 à 2008.

Il souligne que sans davantage d'indicateurs et de visibilité sur l'évolution structurelle du secteur agricole, il est difficile d'apprécier la bonne utilisation des aides attribuées ces 10 dernières années au regard des objectifs fixés dans ce secteur (structuration, professionnalisation et développement).

En effet, le dernier recensement général agricole (RGA) date de 1995, le nouveau recensement initié par le ministère de l'agriculture devrait s'achever seulement en mai 2013. Les premiers éléments de ce recensement permettent de dégager deux tendances dans les îles-du-vent et les îles-sous-le-vent : la baisse significative du nombre d'exploitations (- 1 375 exploitations) et une diminution importante de la surface agricole utilisée (- 2 787 hectares). Ces deux groupes d'îles représentent la plus grande part des aides attribuées.

L'agriculture pourrait jouer un rôle d'amortisseur social et contribuer au maintien des populations dans les autres archipels avec une vraie politique de développement de l'agriculture.

Le CESC relève que la notion « d'agriculteur » reste difficile à appréhender en Polynésie française. Une grande partie de l'agriculture échappe aux circuits de commercialisation formels et l'agriculteur appartient à une catégorie socioprofessionnelle dont le statut n'est toujours pas défini.

La majeure partie d'entre eux reste inscrite à un régime social non contributif (Régime de Solidarité de Polynésie Française) de la Protection sociale généralisée.

2-2 Examen détaillé du projet de « loi du pays » article par article :

A l'article LP 2, le CESC considère que la définition de la notion de « souveraineté alimentaire » n'est pas suffisamment claire et qu'elle mérite d'être précisée. En effet, cette notion qui n'a pas de définition officielle se définit par rapport à des concepts qui ne sont pas eux-mêmes bien déterminés (ex : « sécurité et réserves alimentaires » ou encore « politiques (...) culturellement appropriées »).

Le CESC souligne que la bonne définition de la notion de « souveraineté alimentaire » est cruciale pour l'application de l'article LP 38 et l'attribution des aides de « Type 10 – Soutien aux projets concourant à l'agriculture durable et à la souveraineté alimentaire. »

En l'état, le CESC considère que cette définition est insuffisamment précise et qu'elle peut être sujette à interprétation. Elle risque en effet, de laisser libre cours à des décisions arbitraires et non justifiées dans l'attribution des aides de type 10.

A l'article LP 2, les notions de « jeunes agriculteurs » et de « jeunes agriculteurs en phase d'installation » précisent que la tranche d'âge concernée s'étend de 18 à 40 ans.

Le CESC considère que le choix de cette tranche d'âge reste discriminant s'il ne s'appuie pas sur des données objectives (ex : moyenne d'âge dans le secteur agricole) pour justifier de l'objectif recherché.

Le CESC propose que ces éléments soient mis en lumière par le RGA de 2013.

A l'article LP 5, en son alinéa 3, le CESC relève que les dossiers de demandes d'aides dont les montants sont supérieurs à 900 000 F CFP sont soumis à l'avis préalable d'une commission consultative visée à l'article LP 18, sous réserve d'une inscription au régime contributif de la protection sociale des personnes physiques et non salariées (RNS).

Le CESC constate que l'agriculteur demandeur ne pourra prétendre à l'examen de son dossier par une commission consultative que s'il est inscrit à un régime de protection sociale contributif (RNS) dès lors que le montant d'aide sollicité est supérieur au seuil de 900 000 F CFP.

Or, le CESC rappelle que la délibération n° 94-6 AT du 3 février 1994 définissant le cadre de la couverture sociale prévoit que le RNS s'applique précisément aux personnes dont le revenu moyen brut mensuel est égal ou supérieur au SMIG mensuel², soit 87 346 F CFP.

Le CESC souligne qu'aux articles LP 3, LP5 et LP19, les critères d'attribution méritent d'être harmonisés.

De la même manière, il constate qu'aucune précision n'est donnée quant au seuil fixé à 900 000 F CFP.

Le CESC relève que l'inscription au registre de l'agriculture repose encore sur d'autres critères définis par arrêté n°330 CM du 9 mars 1998 et notamment sur « la valeur en points des spéculations agricoles, forestières et de pêche lagonaire », ou encore la « capacité professionnelle »³. Le registre de l'agriculture doit être complété et amélioré.

Le CESC considère qu'il convient de mettre en cohérence les critères mentionnés et de mener une réflexion en profondeur sur la mise en place d'un statut adapté au métier d'agriculteur en Polynésie française, sans oublier l'agriculture d'autosubsistance.

² SMIG désindexé par la délibération n°96-109 APF du 12 septembre 1996

³ Arrêté n° 330 CM du 9 mars 1998 relatif au registre de l'agriculture et de la pêche lagonaire

Le CESC insiste particulièrement sur le fait que tout bénéficiaire d'une aide financière publique soit obligatoirement inscrit au RNS.

A l'article LP 6, en son alinéa 2, le CESC constate que les différents types d'aides ne sont pas cumulables avec d'autres aides publiques, pour la même opération ciblant le développement agricole, à l'exception des mesures dites d'incitation fiscale ou de mesures visant d'autres objectifs non agricoles.

Le CESC considère que ces dispositions méritent d'être précisées, notamment sur la possibilité ou non de cumuler des aides publiques émanant de la Polynésie française et de l'Etat.

A l'article LP 7, au dernier alinéa, le CESC propose de clarifier la rédaction comme suit :

« Ces dépenses sont déterminées hors TVA lorsque le bénéficiaire est assujéti à la TVA. Elles sont déterminées toutes taxes comprises, lorsque le bénéficiaire n'y est pas assujéti. Lorsque le bénéficiaire est partiellement assujéti à la TVA, l'aide s'applique à la dépense éligible ou au montant accepté du devis estimatif déterminé hors taxes, alors majoré de la fraction non récupérable de la TVA. Celle-ci est déterminée à partir de la dernière déclaration de TVA du bénéficiaire visée par le service des contributions sur laquelle figure le taux du prorata. »

A l'article LP 8, le CESC préconise qu'un système de pénalités de retard soit prévu en cas de non-reversement immédiat du trop-perçu.

A l'article LP 10, le CESC regrette que le projet d'arrêté définissant les modalités de dépôt et d'instruction des demandes d'aide du présent projet de « loi du pays » ne lui ait pas été transmis pour examen.

Le CESC a relevé, suite à l'audition de certains agriculteurs, que le Service du Développement Rural (SDR), service instructeur, ne répondrait pas aux attentes des agriculteurs, en particulier dans les archipels.

Le CESC préconise de redéfinir le mode d'instruction des dossiers et qu'une assistance au plus près des agriculteurs doit être assurée pour faciliter les démarches administratives et ne pas décourager les agriculteurs face aux lourdeurs administratives.

Le CESC propose que dans l'arrêté d'application, soit fixé à un mois le délai pour informer le demandeur du caractère complet du dossier à compter de la date de réception.

Il propose également que dans l'arrêté d'application, soit fixé à 3 mois le délai maximum pour rendre la décision attributive à compter de la date où le dossier est réputé complet, pour les personnes morales et les personnes physiques. La demande est implicitement retenue au-delà.

A l'article LP 12, le CESC préconise que soient mentionnées et précisées dans le projet de « loi du pays » ou dans un arrêté subséquent, les modalités de dépôt et d'instruction des nouvelles demandes d'aide.

Le CESC relève que selon le type d'aide, le bénéficiaire de l'aide est ouvert à un même bénéficiaire, une seule fois par période allant de 12 mois à 5 ans.

Il recommande de préciser la date de référence à partir de laquelle sera décompté le délai pour pouvoir déposer une nouvelle demande. Il préconise de retenir la date de décision attributive, à savoir l'arrêté attributif de l'aide.

Pour une meilleure lecture, le CESC préconise également de placer l'article LP 13 avant l'article LP 12 et de modifier la numérotation en conséquence.

A l'article LP 17, le CESC constate que les conditions et modalités de remboursement ne sont pas précisées.

Pour exemple, au troisième tiret qui prévoit le cas d'une opération subventionnée au-delà des taux autorisés, le texte ne dit rien sur le montant du remboursement, il ne précise pas s'il s'agit d'un remboursement partiel ou total de l'aide attribuée.

Le CESC préconise que les modalités de remboursement soient précisées selon les cas envisagés.

A l'article LP 18, le CESC recommande que la commission consultative soit également composée d'un représentant de la santé afin de veiller au respect des règles en matière d'hygiène et de sécurité sanitaire.

A l'article LP 27, à la deuxième phrase du 5^{ème} alinéa, le CESC propose la rédaction suivante modifiée en caractère gras :

« Cette dernière peut être ramenée à 12 mois si l'on est dans le cadre de travaux « d'entretiens et d'aménagements limités » ».

A l'article LP 36, et comme suite à ses observations émises à l'article LP 10, le CESC préconise que les agents du SDR puissent bénéficier de formations qualifiantes adaptées.

A l'article LP 38, comme expliqué à l'article LP 2, le CESC considère que la définition de la notion de « souveraineté alimentaire » n'est pas suffisamment précise.

En l'état, cette définition peut être sujette à différentes interprétations. Elle risque de laisser libre cours à des décisions arbitraires dans l'attribution des aides de type 10 (dix).

III - CONCLUSION

Le CESC considère que l'agriculture est un secteur économique important en Polynésie française et qu'il mérite d'être soutenu.

Il accueille favorablement le projet de « loi du pays » qui lui est soumis visant à réactualiser le dispositif d'attribution des aides financières aux agriculteurs.

Le CESC encourage fortement le gouvernement à définir des indicateurs adaptés pour contrôler la bonne utilisation des aides allouées au regard des objectifs visés (professionnalisation, structuration et développement du secteur) et apprécier ainsi la pertinence des dispositifs d'aides mis en place. La portée des aides publiques en matière agricole devra faire l'objet d'un bilan régulier.

Le CESC recommande également que soient levés certains freins (problèmes fonciers, fiscalité, transports interinsulaire, etc.) à l'investissement dans le domaine agricole.

Le CESC insiste enfin pour que le dispositif d'aide soit également associé à un programme d'accompagnement, de vulgarisation et de formation des agriculteurs.

Compte tenu de l'intérêt que représente ce projet de « loi du pays », **le Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française émet un avis favorable, sous réserves des observations et recommandations précitées.**

SCRUTIN

Nombre de votants :	33
Pour :	33
Contre :	0
Abstention(s) :	0

ONT VOTE POUR : 33

Représentants des salariés

01	FONG	Félix
02	FREBAULT	Angélo
03	GALENON	Patrick
04	LE GAYIC	Cyril
05	MANUTAHU	Karl
06	PRATX-SCHOEN	Alice
07	TEHAAMATAI	Hanny
08	TEMARII	Mahinui
09	TERIINOHORAI	Atonia
10	TEROROTUA	Ronald
11	TIFFENAT	Lucie

Représentants des entrepreneurs et des travailleurs indépendants

01	BILLON-TYRARD	Jacques
02	CHAUSOY	Joseph
03	HAMBLIN-ELLACOTT	Terainui
04	LAINÉ	Virginie
05	LE MEHAUTÉ	Olivier
06	MATAOA	Georges
07	PLEE	Christophe
08	REY	Ethode
09	TAMA	Jean
10	TEREINO	Toni
11	TAPETA	Luc, Roger

Représentants de la vie collective

01	ADAMS	Paul, Tony
02	ATIU	Lydie
03	DOOM	John
04	FOLITUU	Makalio
05	KAMIA	Henriette
06	NUI	Clément
07	OLDHAM	Roland
08	RAOULX	Raymonde
09	TANÉPAU	Albertine
10	TAPATOA	Marguerite
11	TUOHE-POU	Stéphanie

Réunions tenues les :
 22, 23, 24, 28, 29 et 30 janvier 2013
 par la commission « Economie »
 dont la composition suit :

MEMBRE DE DROIT

Monsieur Jean TAMA, Président du CESC

BUREAU

- | | | |
|----------------------|----------|-----------------|
| ▪ PRATX-SCHOEN | Alice | Présidente |
| ▪ HAMBLIN-ELLACOTT | Terainui | Vice-présidente |
| ▪ TEFAAFANA-TAMARINO | Iaera | Secrétaire |

RAPPORTEURS

- | | |
|--------------------|----------|
| ▪ FOLITUU | Makalio |
| ▪ HAMBLIN-ELLACOTT | Terainui |

MEMBRES

- | | |
|----------------------|---------------|
| ▪ ADAMS | Tony |
| ▪ AUNOA | Miri |
| ▪ BALDASSARI-BERNARD | Aline |
| ▪ BILLON-TYRARD | Jacques |
| ▪ CARILLO | Joël |
| ▪ CERDINI | Michel |
| ▪ FONG | Félix |
| ▪ FREBAULT | Angélo |
| ▪ GALENON | Patrick |
| ▪ HELME | Calixte |
| ▪ KAMIA | Henriette |
| ▪ LE GAYIC | Cyril |
| ▪ LE MEHAUTÉ | Olivier |
| ▪ MATAOA | Georges |
| ▪ NUI | Clément |
| ▪ PLEE | Christophe |
| ▪ RAOULX | Raymonde |
| ▪ TAPATOA | Marguerite |
| ▪ TAPETA | Luc |
| ▪ TEHAAMATAI | Hanny |
| ▪ TEMARII | Mahinui |
| ▪ TEREINO | Toni |
| ▪ TERIINOHORAI | Atonia |
| ▪ TUOHE-POU | Stéphanie |
| ▪ WIART | Jean-François |
| ▪ YAN | Tu |

MEMBRES AYANT EGALEMENT PARTICIPE AUX TRAVAUX

- | | |
|-------------|-----------|
| ▪ LAINE | Virginie |
| ▪ TANEPAU | Albertine |
| ▪ TEROROTUA | Ronald |

SECRETARIAT GENERAL

- | | | |
|------------|---------|-------------------------------|
| ▪ BONNETTE | Alexa | Secrétaire générale |
| ▪ LE PRADO | Davy | Conseiller technique |
| ▪ NAUTA | Flora | Secrétaire de séance |
| ▪ NORMAND | Carinne | Chef du secrétariat de séance |

LE CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Le Président du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française,
La Présidente et les membres de la commission « Economie » remercient, pour leur
contribution à l'élaboration du présent avis,

Particulièrement,

✚ Au titre du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre, de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies :

- **Monsieur Kalani TEIXEIRA**, Ministre
- **Monsieur Marc FABRESSE**, Conseiller technique « agriculture »
- **Monsieur Jérôme LECERF**, Ingénieur du service du développement rural

✚ Au titre de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire (CAPL) :

- **Monsieur Henri TAURAA**, Président
- **Monsieur Jerry BROTHERS**, Responsable technique

✚ Au titre de la fédération « Rima Hotu Rau » :

- **Monsieur Abel IORSS**, Membre fondateur, vice-président du syndicat des producteurs de fruits
- **Monsieur Heimana MAI**, Président du syndicat des maraîchers

✚ Au titre de la société « Kai Hotu Rau » :

- **Madame Warena CHUNG**, Directrice générale

✚ Au titre de la société « Eden parc » :

- **Monsieur Gilles TEHAU-PARZY**, Dirigeant